

# L'ACTION

## S é v r i e n n e



N° 277 - mars 2007 - 2 €

### L'AMBITION EUROPÉENNE DE SÉGOLÈNE ROYAL



**I**l y a cinquante ans, le 25 mars 1957, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays Bas signaient le traité de Rome qui instituait le marché commun. Depuis, la construction européenne a progressé surtout sous l'impulsion du couple franco-allemand, incarné successivement par De Gaulle et Adenauer, Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt et surtout Mitterrand et Kohl, à qui l'on doit les progrès les plus significatifs et notamment l'euro. Hélas, leurs successeurs n'ont pas su continuer dans la voie tracée et en 2005 le non français au référendum sur le traité constitutionnel a marqué un sévère coup d'arrêt à la construction européenne.

Pourtant l'Europe peut repartir si la France et l'Allemagne parviennent à

renouer les liens qui ont fait de ces deux pays les moteurs de la construction européenne. C'est pourquoi la visite de Ségolène Royal à Angela Merkel à Berlin, quelques jours avant le récent sommet européen de Bruxelles, a une valeur hautement symbolique. Au contraire de Chirac et de Sarkozy, Ségolène Royal a compris que les Français attendent de l'Europe qu'elle fasse ses preuves et qu'elle soit synonyme de progrès et non de régression sociale. C'est pourquoi elle veut une renégociation ambitieuse du traité constitutionnel, qui passe par un débat sur les politiques à mettre en œuvre en matière de protection sociale, de gouvernance économique et d'environnement.

Or, lors du sommet de Bruxelles, Angela Merkel, au nom de l'Allemagne qui préside actuellement l'Union européenne, a proposé à ses

partenaires de doter l'Europe d'une politique énergétique capable de sécuriser les approvisionnements tout en préservant l'environnement et de répondre ainsi au défi du réchauffement climatique de notre planète. De cette ambition commune en matière d'énergie et d'environnement peut venir le salut de l'Europe à 27, tout comme la Politique Agricole Commune avait permis à la jeune Europe du marché commun de surmonter la crise politique traversée dans les années soixante.

Dans un peu plus d'un an, la France exercera à son tour la présidence de l'Union européenne. Ségolène Royal, qui a mis l'excellence environnementale au cœur de son programme, aura la volonté, si elle est élue Présidente de la République, de mettre en œuvre l'initiative allemande et de donner ainsi à l'Europe une chance de repartir du bon pied.



**Robert Badinter  
vient à Meudon  
lancer la campagne  
des  
élections législatives**

avec Caroline ROY et  
Jacques BLANDIN

LE 03 AVRIL À 19H30,  
SALLE RENÉ LEDUC À MEUDON



Halte à la casse dans l'éducation nationale p.2

Remous autour du vote électronique p. 2

Pervenche Bérès au café Ségo : 50 ans du traité de Rome p. 2

**A lire**

Indignation p. 3

Débat participatif sur le co-développement p. 3

Adieu Monsieur le Président p. 4

## HALTE À LA CASSE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE !

**L**a colère monte dans les lycées et les collèges. Dans de nombreux établissements de l'Académie de Versailles, les Conseils d'Administration refusent de voter les prévisions de dotation horaires de la rentrée 2007. En effet, ce n'est qu'une litanie de classes fermées, de postes supprimés, d'options annulées pour les élèves, de classes surchargées d'avance. Au lycée de Sèvres, les parents et la conseillère régionale ont suivi les enseignants dans le refus de voter la dotation horaire de l'établissement. A l'origine de cette grogne, le décret "Robien",

qui organise sans contrepartie l'allongement de la durée du travail de plus de 50 000 enseignants par la suppression systématique de toutes les heures de décharge qui valorisaient le travail effectué pour les élèves ou la préparation des examens.

Ces dispositions entraînent sur l'Académie de Versailles la suppression de l'équivalent de 4 lycées et 10 collèges. Sur l'ensemble du pays, ce sont 5 500 postes d'enseignants qui sont supprimés en 2007, 27 000 postes depuis 2003.

Robien, ministre UDF de Sarkozy, paracheve, 10 ans après, le travail de casse systématique entamé par F. Bayrou lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale.

A Sèvres, le primaire est touché de plein fouet par l'acharnement du ministre à réduire les moyens de l'école. 2 classes seront encore supprimées en 2007 : l'une à l'école Cotton, l'autre à l'école des Bruyères. Au total, 4 classes en 2 ans. Une fois de plus, le maire laisse faire.

## PERVENCHE BERÈS AU CAFÉ SÉGO POUR LES 50 ANS DU TRAITÉ DE ROME

Pervenche Berès, députée européenne, présidente de la commission des affaires économiques et monétaires au Parlement européen, conseillère municipale de Sèvres est venue animer le café Ségo du 17 mars sur la campagne présidentielle et ses enjeux européens :

- ◊ Achever l'Union économique et monétaire,
- ◊ Élaborer un modèle de gouvernance économique,
- ◊ Mettre en œuvre les mesures énergétiques face au réchauffement climatique,
- ◊ Faire fonctionner le couple franco-allemand.

Le débat qui a suivi a réaffirmé la nécessité d'une concertation européenne pour lutter contre les délocalisations. L'Europe sera d'autant plus acceptée qu'elle sera facteur de progrès social. Le traité européen devra être renégocié, sans inclure la partie 3 du traité (rappel des politiques communes).

D'autres questions ont été abordées, telles que l'action positive de la gauche en faveur des enseignants, le rôle des jeunes dans la campagne et celui des comités Désirs d'avenir, ambassadeurs du pacte présidentiel.

Les participants ont aussi commenté le tournant vers une VI République préconisé par Ségolène Royal et se sont réjouis que, pour la première fois, une femme ait de réelles chances d'être élue Présidente de la République.



## REMOUS À SÈVRES AUTOUR DU VOTE ÉLECTRONIQUE

L'annonce du maire de Sèvres de généraliser le vote électronique a suscité une vive émotion parmi les Sévriens. Ils se sont largement exprimés sur la messagerie de Sèvres-quartiers. Nous nous faisons l'écho de leurs points de vue.

Il aurait été souhaitable d'acheter les machines avec édition d'un bulletin témoin papier recueilli dans une urne transparente scellée. La transparence des opérations de vote, le contrôle mutuel par des militants issus des divers partis sont pour beaucoup indispensables.

Le dépouillement est une des occasions offertes aux citoyens de jouer leur rôle. C'est un moment convivial, une occasion de participer à la vie de la cité,

même si on n'est pas là pour discuter à bâtons rompus.

Pourquoi le maire n'en a-t-il pas discuté avant, dans les réunions de quartier ? Faire évoluer les pratiques citoyennes supposerait au minimum d'engager un débat public, mais c'est alors une toute autre conception de la démocratie locale que celle du maire de Sèvres.

## DÉBAT PARTICIPATIF SUR LE CO-DÉVELOPPEMENT À SÈVRES

**L**a réunion sur le co-développement a rassemblé au local du PS/Sèvres tous ceux qui n'acceptent ni les pirogues de jeunes noyés au milieu de l'Atlantique, ni les charters qui les renvoient après un parcours administratif ubuesque sans tenir compte de leur histoire familiale, de leur intégration dans la société française, de la part qu'ils ont prise à la croissance économique de notre pays.

La discussion a été alimentée par les témoignages personnels de Sévriens impliqués dans des projets de co-développement en Afrique, au Mexique ou au Vietnam, ou de Sévriens venus d'ailleurs.

Toute politique d'aide au développement par le co-développement doit s'appuyer sur les fondamentaux suivants, reliés entre eux :

Mettre une priorité sur l'impératif de sécurité alimentaire des



pays que l'on prétend 'aider', ce qui implique notamment que la France accepte une révision substantielle de la PAC (Politique Agricole Commune) en faveur des productions les plus nécessaires et les plus performantes au niveau économique de ces pays.

Développer l'aide par la voie du micro-crédit, et sur une base aussi territorialisée que possible pour tout ce qui relève du local, qu'il s'agisse d'équipements de base (l'eau, la gestion des déchets, etc.) ou plus high tech (électricité solaire, informatique, télécoms etc.). Mais les aides

étatiques sont aussi nécessaires pour le développement de certaines infrastructures

Il est impératif de défendre les droits des migrants, et tout d'abord celui d'aller et de venir, notamment pour ceux des pays que la France prétend vouloir aider, droit indispensable si l'on souhaite de leur part une participation au développement de leur pays d'origine.

### INDIGNATION

M. Sarkozy veut créer un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale. La formule fait penser, et pas seulement à gauche, aux sinistres inventions de Vichy.

La France vit-elle une crise d'identité ? Oubliée, la communauté nationale soudée pour soutenir l'équipe de foot Black-Blanc-Beur de 1998 ?

La France, comme tous les pays développés, est aux prises avec une pression migratoire due à la pauvreté. Les Français pâtissent de l'échec de l'intégration, accentués par le chômage et la ségrégation sociale. La délinquance et l'incivisme doivent être traités au fond, sans laxisme, mais sans désigner une fraction de la population comme ennemie.

M. Sarkozy prend des postures pour tenter de séduire l'électorat de l'extrême droite, et souvent pour masquer ses propres échecs. Ce n'est pas la première fois. Peut être n'est-il pas lui-même raciste. Mais à pêcher des soutiens dans les eaux troubles de notre Histoire, ne finira-t-il pas par s'y noyer ?

C'est parce qu'il craignait d'être mis en minorité en 2008 par sa propre majorité UMP-UDF que Jean Pierre Fourcade a préféré démissionner de son poste de maire de Boulogne Billancourt.

« Un Ministère de l'immigration et de l'identité nationale ?

Je n'ai pas du tout aimé. »

Simone Veil

Son successeur pour 1 an à la tête de cette ville, Pierre Mathieu Duhamel, n'a pas daigné siéger une seule fois au Conseil intercommunal depuis sa création en 2004. Sous la pression des élus de gauche, il a même été obligé d'en démissionner en 2006. C'est la preuve par les faits du peu d'intérêt de la majorité en poste à Boulogne pour cette intercommunalité artificielle dans laquelle le maire de Sèvres a entraîné notre ville sans consulter les Sévriens.

## ADIEU MONSIEUR LE PRÉSIDENT, ON NE VOUS REGRETTERA PAS.

**C**ertes vous avez été le premier chef de l'Etat à reconnaître le rôle de l'Etat français et la complicité de certains Français dans la déportation des juifs pendant l'occupation. C'était courageux de lever la chape de plomb qui pesait sur cette période. Comme était courageuse votre opposition à la guerre contre l'Irak – l'avenir a montré que vous aviez raison- ou encore votre volonté, couronnée de succès, de vous attaquer à ce terrible fléau que sont les accidents de la route.

**FIASCO SUR TOUTE LA LIGNE.** Hormis la parenthèse du gouvernement Jospin - suite à une dissolution ratée d'ailleurs - vos gouvernements sont allés d'échec en échec. Echec du gouvernement Juppé, qui a réussi, faute de concertation, la prouesse de jeter des millions de français dans la rue. Echec des gouvernements Raffarin et de Villepin.

Echec de votre ministre, Nicolas Sarkozy qui en tant que ministre des finances a contribué, par ses baisses d'impôts clientélistes, à creuser comme jamais les déficits et la dette publique.

Le même Sarkozy qui présente comme ministre de l'intérieur un bilan tellement calamiteux en matière de sécurité que les médias n'osent plus en parler dans la campagne présidentielle.

### DES INSTITUTIONS BAFOUÉES.

Plus graves sont les libertés que vous avez prises avec les institutions. Le Parlement tout d'abord : l'épisode de la

loi sur le CPE que vous avez promulguée tout en disant que vous ne l'appliqueriez pas est encore dans toutes les mémoires.

Les institutions judiciaires ensuite : à quoi bon proclamer l'indépendance du parquet si c'était pour intervenir ensuite dans toutes les nominations des procureurs à des postes clés. Il est vrai que ce n'était pas sans arrières pensées...

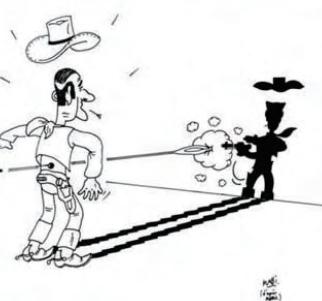
Et puis il y a l'Europe. Lors du dernier sommet européen, vous avez eu l'audace de vous excuser devant vos collègues européens de n'avoir pas su convaincre les Français de voter oui,

comme si le peuple français ne s'était pas prononcé souverainement. La réalité c'est que vous avez dilapidé l'héritage de François Mitterrand qui, lui, avait une vision de l'avenir de notre continent.

### PROMESSES NON TENUES.

Reste l'environnement. Vous prétendez à un rôle d'ambassadeur international pour les questions environnementales mais vous n'avez pas su, par exemple dans le domaine de l'agriculture, défendre les perspectives de l'agriculture biologique, tout à votre soutien aux subventions de la PAC qui ruine les paysans du tiers monde.

### Fin de Règne à l'Elysée ??



Alors que restera-t-il de vos deux mandats successifs, sinon le souvenir d'un homme politique surtout doué pour la conquête du pouvoir (encore qu'en 2002 votre victoire avait un goût amer) mais incapable de transformer en réalité les promesses faites aux Français ?

## DEBATS DU CHANGEMENT

Venez discuter avec nous du Pacte Présidentiel de Ségolène Royal

Mardi 27 mars : Ville d'Avray (au Colombier à 20h30) sur l'éducation.

Jeudi 05 avril : Sèvres (au local 2 rue Lecointre à 20h30) sur la croissance et l'emploi.

### REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY

Contact: Jacques Blandin, secrétaire de Section, 01 45 34 60 31

Local de section: 2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Pour soutenir l'action du PS: chèque à l'ordre de AFPS 92

Abonnement à l'Action sévrière: par chèque (20 euros - 9 numéros - 1 an)  
à adresser à Pierrette Lafue, 11 place d'Orion, 92 360 Meudon la Forêt

Email: [actionsevrière@free.fr](mailto:actionsevrière@free.fr)

Site web: [partisocialiste-sevres.org](http://partisocialiste-sevres.org)



### L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Alain Gavignet

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart